

LE GRAND DÉBAT ... mythe ou réalité ?

La désespérance qui s'est emparée d'un grand nombre de nos concitoyens dont les conditions de vie se sont dégradées au fil des années, a donné naissance à la crise des Gilets Jaunes, poussant dans la rue, samedi après samedi, une foule souhaitant plus de justice sociale et le respect de nos droits fondamentaux entre autres.

Parmi les revendications toutes plus justifiables les unes que les autres, et en particulier le refus des augmentations des taxes sur les carburants qui entraînent une baisse du pouvoir d'achat, la réévaluation des salaires et la demande de Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), certaines sont absentes ou peu formulées, celle de pouvoir choisir les voies thérapeutiques qui nous semblent les mieux adaptées à nos convictions et en particulier la liberté de choix face aux vaccinations et la levée de l'obligation vaccinale.

Alors que les dépenses de santé impactent d'une manière significative le pouvoir d'achat, les mesures d'économie sont quasiment invisibles dans le « Grand cirque » oh pardon, je voulais dire le « Grand débat ». Ce n'est pas cette pseudo concertation où on nous dit : « dites moi ce dont vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer », qui redonnera confiance au peuple car aucun Grand Débat ne parviendra à ressouder le peuple avec ses élites. Cela pourra tout au plus aboutir à quelques concessions qui seront vite balayées par les conjonctions économiques et ce qui aura été donné d'une main sera très vite repris d'une autre. Ce mal s'exprime partout dans le monde et sous différents aspects. Mais les causes restent les mêmes.

Notre ministre de la santé vient de reconnaître, du bout des lèvres que le vaccin de la grippe « était moyennement efficace », ce qui, traduit en clair, est la reconnaissance de l'imposture de cette recommandation qui surgit dès les premiers frimas de l'hiver. Ce fait jette la suspicion sur la réalité de l'efficacité des autres vaccins, d'autant plus que les derniers résultats montrent l'absence d'antigènes, notamment dans l'Infanrix Hexa toute la théorie vaccinale s'écroule.... (Voir Vaccingate en Italie).

Face au malaise et à l'expression légitime du peuple « d'en bas », l'Etat répond par la répression et rien ne semble pouvoir ralentir l'institutionnalisation sans précédent de la violence d'Etat, violence qui, sous des formes anodines mais cumulées, a provoqué cette colère populaire actuelle.

Et puisqu'on nous donne la parole, réclamons haut et fort :

- > Le droit des parents d'avoir le libre choix en ce qui concerne la vaccination de leurs enfants.
- > Permettre à l'homéopathie ou à d'autres médecines alternatives d'exister aux côtés de la médecine allopathique.

Puisque les agences de santé ne font pas leur travail de contrôle, l'Etat doit assurer la transparence absolue dans la nomination de tous les responsables des organismes de santé du pays dans le but d'éviter tout conflit d'intérêt et doit s'assurer de la transparence des essais cliniques de tous les médicaments.

- > L'Etat doit organiser des études comparatives entre la santé des vaccinés et celle des non vaccinés et veiller à ce que ces études soient honnêtes.
- > L'Etat doit veiller à ce que, pour tout problème de santé, le point de vue porté par des scientifiques dissidents de l'orthodoxie médicale dominante puisse s'exprimer dans les médias, notamment dans des droits de réponse.

Depuis de nombreuses années, nous dénonçons les autorités sanitaires avec les moyens légaux, comme nous l'avons toujours privilégié, cette attitude semble aujourd'hui avoir atteint ses limites. Aujourd'hui, il nous faut envisager d'autres formes d'action et cela en concertation avec les associations qui partagent nos convictions et notre détermination, étant donné que la qualité des vaccins n'est pas garantie.

Pour une réelle victoire il faut organiser en même temps des procès pour défendre la liberté de se soigner, le droit à disposer librement de son corps.

Nous devons engager des poursuites judiciaires tous azimuts pour reprendre notre souveraineté contre toutes les institutions qui bafouent nos droits les plus fondamentaux. L'industrie pharmaceutique, l'ANSM, l'ordre des médecins, le ministère, l'Agence Européenne du Médicament et l'OMS doivent être harcelés sans relâche. Au vu de l'évolution du climat politique actuel, il nous semble impératif et urgent de nous organiser afin de faire entendre rapidement et fortement la voix de ceux qui appellent à la suspension de la Loi d'obligation vaccinale et ce n'est qu'une étape.

Le réveil doit être collectif

Le Président
Robert Lidon